

Guerre civile en France : une analyse des forces en présence

écrit par Claude t.a.l | 25 août 2019



Hier, une amie m'a transmis (et je l'en remercie) un article écrit par Antonin Campana (je n'en avais jamais entendu parler auparavant) dans lequel il décrit la situation actuelle en France.

Le titre en est : " *guerre civile en France : une analyse des forces en présence* ".

Son constat est qu'il existe 3 peuples en France :

- la classe dirigeante et riche, dont les alliés sont les bobos-gauchos-écologistes, pas forcément riches, eux.
- la population issue de l'immigration massive récente, musulmane.
- le peuple de France, " la France périphérique ", celle qui travaille et fait tourner le pays.

Le peuple de France (la 3ème catégorie), encore majoritaire – pour combien de temps ? – est de plus en plus muselée par les 2 autres forces en présence.

Son article est extrêmement pessimiste en ce qui concerne le peuple de France, et pour la France, si rien n'est fait très

très vite pour inverser l'évolution actuelle.

Veillez excuser ce long préambule, d'autant plus que le texte de Antonin Campana est, lui, très très long

Antonin Campana :

" Guerre civile en France : une analyse des forces en présence

En nous inspirant des analyses de Christophe Guilluy, nous observerons trois grandes « classes » sociales en France : une classe dominante résidant dans les centres urbains, une classe allochtone résidant dans les banlieues et une classe populaire autochtone installée dans la France périphérique.

L'erreur de ceux qui pronostiquent la guerre civile est de ne considérer généralement que les autochtones et les allochtones et de faire disparaître de l'équation la classe des bobos urbains peuplant le centre des métropoles, classe, il faut le dire, en grande partie autochtone par son origine, mais largement étrangère par la sous-culture délirante qui lui donne son homogénéité. Dès lors, analyse et conclusions s'en trouvent largement faussées.

Cette classe dominante urbaine (enseignants, universitaires, journalistes, cadres, hauts fonctionnaires, artistes, juges... l'électorat incompressible d'un Macron, pour faire court) est en effet complètement déconnectée du peuple autochtone traditionnel, tel qu'incarné aujourd'hui par les Gilets jaunes.

Le problème n'est pas uniquement social ou économique. Bien sûr, la classe dominante s'est enrichie grâce à la mondialisation et se prend à rêver d'un monde encore plus globalisé qu'il ne l'est, alors que la France périphérique s'est appauvrie et aspire à un retour à des frontières plus protectrices.

Mais l'essentiel n'est pas là. En fait, le peuple autochtone originel s'est scindé en deux groupes qui ne se parlent pas, qui ne se connaissent pas, qui n'ont plus le même langage, qui n'ont plus les mêmes valeurs, qui se méprisent et qui sont entrés en opposition frontale dans de nombreux domaines.

En fait, ces deux groupes n'ont plus du tout le même regard sur les valeurs sociétales fondamentales grâce auxquelles une société gagne son homogénéité. La distance séparant la classe autochtone urbaine de la classe autochtone périphérique est désormais plus anthropologique que sociale à proprement parler.

Dans la classe autochtone périphérique, on considère par exemple qu'un couple est naturellement constitué d'un homme et d'une femme.

Dans la classe urbaine, on pense qu'un couple est la réunion de deux individus, quel que soit leur sexe.

Dans la France rurale, la famille reste traditionnelle. Dans la France des métropoles, on valorise la famille LGBTQ+, voire le « trouple » (ménage à trois), qui est aujourd'hui très « tendance ».

On a entendu parler de PMA et de GPA dans la France périphérique, mais c'est dans la France des métropoles qu'on les pratique.

Dans la France périphérique, l'homosexualité est une bizarrerie.

Dans la France des métropoles, c'est une banalité.

Dans la France périphérique, l'immigré est un étranger.

Dans la France des métropoles, l'immigré est un domestique.

Dans la France périphérique, on est de quelque part.

Dans la France des métropoles, on est de n'importe où.

La France périphérique est contre l'immigration.

La France des métropoles est no-border.

La France périphérique voit des hommes et des femmes.

La France des métropoles voit des genres.

La France périphérique consomme de la viande.

La France urbaine est vegan.

La France urbaine admire l'art contemporain.

La France périphérique le vomit.

La France périphérique distingue des rôles sociaux masculin et féminin.

La France urbaine indifférencie la femâle virile et le femâle fragile, la fake femme et le fake homme.

La France urbaine veut sauver la planète.

La France rurale veut sauver son emploi.

La France urbaine adule Greta Thunberg.

La France périphérique en rigole.

Dans la France urbaine, les races n'existent pas.

Dans la France rurale, on sait qu'un Bruno du Jura n'est pas un Setter anglais.

Dans la France urbaine, la nation est surannée.

Dans la France périphérique, la nation est une bouée...

Classe autochtone urbaine et classe autochtone périphérique vivent désormais en fonction de deux centres de gravité culturel complètement opposés. A ce point, cela n'était jamais arrivé dans notre histoire. Et pour cause : pour la première fois depuis le début des temps, une classe d'hommes composée de millions d'individus peut se payer le luxe inouï d'évoluer en fonction d'une réalité qui n'existe pas, sans en subir immédiatement la sanction.

Deux univers parallèles se sont constitués dont l'un, composé d'une nébuleuse sectoïde émancipée des faits, repose entièrement sur la conviction plus ou moins implicite que le réel n'est qu'une construction de l'esprit.

Il existe un espace où l'on peut croire qu'un homme peut vraiment devenir une femme, si tel est son choix.

Que le quinquagénaire Mickaël Jackson était véritablement un enfant, puisqu'il le disait.

Qu'un Malien peut vraiment devenir Français, par la vertu d'une simple décision administrative.

Que l'immigration est vraiment une chance.

Qu'il n'y a pas plus d'étrangers aujourd'hui qu'en 1930 ou que le « suprémacisme blanc » est le seul danger qui menace le « vivre ensemble ».

Des gens croient véritablement tout cela ! Et le malheur veut que, pour l'essentiel, ces gens constituent la classe dominante.

La classe dominante vit dans une réalité fictionnelle mais assure néanmoins une domination sur le réel. La classe dominante domine : les lois qu'elle va établir vont traduire cette réalité fictionnelle, les décisions politiques et économiques qu'elle va prendre vont traduire cette réalité fictionnelle, le discours médiatique va traduire cette réalité fictionnelle...

La domination dont il est question est en fait la domination de la fiction sur le réel : désormais, de par la loi et le politiquement correct, les hommes et les femmes n'existent plus, les nations n'existent plus, les peuples n'existent plus, les identités n'existent plus, les religions n'existent plus, les frontières n'existent plus, la culture française n'existe plus...

La classe urbaine autochtone assure le règne de l'entropie généralisée.

Elle déstructure le monde, le renvoie au chaos, alors que la classe autochtone vivant à la périphérie des métropoles lui oppose sans armes, arcbuté sur un réel démodé, une contre-entropie qui semble sans avenir.

Mais il existe donc aussi une troisième « classe » : celle des étrangers qui peuplent les banlieues. Quelles sont les relations que cette classe entretient avec les deux autres ? On sait que la classe étrangère et la classe autochtone périphérique s'ignorent complètement. Leurs intérêts divergent trop, comme l'a montré l'épisode des Gilets jaunes. De plus, si ces classes se tolèrent pour le moment, elles ne s'aiment pas et ne se mélangent pas.

Au contraire, la classe étrangère entretient avec la classe autochtone urbaine des rapports qui, objectivement, apparaissent comme beaucoup plus « symbiotiques ».

D'une part, les habitants des banlieues constituent l'essentiel de la domesticité de la classe dominante urbaine. C'est dans ce vivier humain que la classe dominante va chercher à bas prix les nounous pour ses enfants, le personnel nécessaire à l'entretien de ses propriétés (concierges, femmes de ménage, gardiens...), mais aussi les chauffeurs de taxi ou de VTC, les vigiles, les conducteurs de bus ou de métro, les serveurs de restaurant, les assistantes aux personnes âgées, le personnel des hôtels, les manutentionnaires, les épiciers, etc.

D'autre part, et en échange, la classe dominante assure à la classe étrangère, par le détournement de fonds prélevés sur la France périphérique, le versement régulier d'allocations et de subventions diverses.

De plus, par les lois qu'elle vote, la classe dominante assure à la classe étrangère son installation définitive sur le territoire national et la criminalisation de tous ceux qui remettraient en cause cette installation.

Ajoutons que les juges de la classe dominante font preuve d'une clémence toute particulière pour la racaille et que l'économie parallèle des banlieues, basée sur le trafic de drogue, n'est jamais sérieusement combattue, ce qui permet de

maintenir le statu quo symbiotique.

Cependant, l'importance du petit personnel immigré astreint au service de la classe dominante ne peut justifier à lui seul les cadeaux faramineux (en termes de milliards déversés, de lois pro-immigrés et antinationales, de traitement laxiste de la délinquance, d'acceptation d'une économie parallèle basée sur les trafics en tous genres...) consentis par cette classe à la classe étrangère.

En fait, cette « générosité » fait partie du « deal » et ne peut être comprise que si on la rapproche d'autres mesures avantageuses concédées aux allochtones.

Ainsi, la classe dominante a aussi pris un ensemble de mesures favorisant l'entrée massive des immigrés dans la fonction publique (mesures pudiquement baptisées « prise en compte de la diversité de la société française dans la fonction publique », avec à la clé un « label diversité » pour les administrations, des « allocations pour la diversité », une aide ciblée aux concours de la fonction publique, une diminution des exigences desdits concours et une « discrimination positive » qui s'assume, etc.).

L'objectif déclaré, les sites gouvernementaux ne s'en cachent pas, est que les allochtones constituent à terme une part significative du personnel de toutes les administrations et institutions étatiques. S'il vous arrive de fréquenter un peu mairies, préfectures, conseils généraux, hôpitaux... vous vous êtes assurément rendu compte du changement ethnique dans la composition du personnel en place.

Nous avons déjà indiqué que l'Etat avait fait sécession du peuple autochtone et qu'il s'était mué en une sorte de mécanique apatride au service des intérêts de la classe dominante.

Nous avons souligné que le Grand Remplacement n'aurait pas pu se faire sans son concours actif. La présence en son sein

d'allochtones de plus en plus nombreux indique qu'il n'y aura pas de retour en arrière.

Définitivement, l'Etat n'est plus nôtre.

Plus particulièrement, on observe que la classe dominante change de plus en plus rapidement la composition des institutions exerçant la violence ou qui sont susceptibles de l'exercer. Ainsi de la police et de l'armée, activement engagées « contre la discrimination » dans le recrutement.

En 2010, selon une enquête de l'INED, 20% des policiers étaient issus de l'immigration. Combien sont-ils aujourd'hui ? Il est difficile de le savoir. Selon les études, il apparaît que la « diversification ethnique » s'opère par le bas (brigades de police secours, BAC...). Au contraire, la féminisation de la police s'opère par le haut. En 2015, 24,7% des commissaires de police étaient des femmes ainsi que 24.2% des officiers de police. Cette féminisation correspond très exactement aux conceptions sociétales de la classe urbaine dominante, qui considère par ailleurs que les femmes ainsi « libérées » soutiendront naturellement le système qui les a promues socialement au détriment du mâle blanc.

Le même phénomène s'observe dans l'Armée. Les allochtones forment une part grandissante au niveau des hommes du rang et des sous-officiers. Il est néanmoins très difficile d'en estimer le nombre exact. En 2005, selon une enquête menée par Christophe Bertossi de l'Institut français des relations internationales (IFRI), les musulmans composaient entre 10 et 20% de l'armée de la République. Sur les 88 soldats morts en Afghanistan et les 22 soldats morts au Sahel (mars 2018), 14 au moins sont allochtones, du grade de 1ere classe à celui de capitaine (JDD). Cela nous donne une idée très approximative de la proportion d'allochtones dans les unités combattantes (13%), même si cette proportion peut être faussée par le refus de certains musulmans de servir en Afghanistan contre d'autres musulmans. A noter, pour Marlène Schiappa, que la parité n'a

pas été respectée puisqu'aucune « soldate » n'a été tuée en Afghanistan ou au Sahel. Les femmes représentent pourtant 15,5 % des effectifs (23% dans l'armée de l'Air), et 7,8 % des officiers et officiers généraux. Cela n'est assurément pas suffisant. Aussi le ministre de la Défense, Florence Parly, a annoncé un « plan mixité » destiné à corriger cette anomalie insupportable.

La volonté affichée et revendiquée de « diversifier » ethniquement, de féminiser et même d'ouvrir aux transsexuels et aux homosexuels les portes de la police et de l'armée traduit certes les délires idéologiques de la classe dominante urbaine (féminisme, genrisme, transexualisme, antiracisme, refus du réel...) mais exprime surtout un désir d'évincer, autant que faire se peut, les autochtones issus de la France périphérique : ce qui est visé ici est évidemment le mâle blanc hétérosexuel et chrétien !

On pourra objecter que les mâles blancs en question, policiers et CRS surtout, ont jusqu'à présent parfaitement fait leur travail de larbins au service de la classe dominante. Encore une fois, l'épisode des Gilets jaunes est là pour le prouver.

D'autre part, s'il fallait une preuve supplémentaire, ces policiers sécurisent parfaitement les quartiers où habitent leurs maîtres, au détriment des quartiers où ils habitent eux-mêmes. Le fait que la classe dominante les remplace en partie par des gens issus des minorités est donc hautement significatif.

D'une part, cela montre que les maîtres n'ont plus une confiance excessive en leurs larbins autochtones issus de la France périphérique. Il se pourrait, se disent-ils, que, dans une situation ethnique et sociale trop détériorée, ces autochtones aliénés retrouvent leur dignité et par la même occasion le sentiment de fidélité à leur classe. Il ne faudrait pas que la violence de ces dépositaires de l'autorité se retourne alors contre la classe dominante responsable de

cette situation.

Métisser, féminiser et rendre LGBTQ compatible la Police, la Gendarmerie, l'Armée et l'Etat en général est une bonne manière de neutraliser définitivement ces institutions. D'autre part, s'appuyer sur les minorités et faire de leurs membres des sortes de harkis au service du Système, Système dont par ailleurs ils profitent en retour, pourrait s'avérer un bon calcul pour neutraliser et marginaliser un peu plus cette classe autochtone populaire qui à l'évidence est considérée par la classe dominante comme LA classe dangereuse.

Quoi qu'il en soit, ce mouvement de reflux des autochtones de la France périphérique au profit des minorités ethniques et sexuelles, mouvement organisé et conduit par les autochtones de la classe dominante urbaine, traduit une guerre menée par la France des métropoles contre la France périphérique.

Une guerre que cette dernière est en train de perdre.

La classe dominante a choisi les étrangers contre le peuple autochtone qui a construit ce pays. De là ces discours alambiqués sur l'islamisme qui ne serait pas l'islam, de là le laxisme judiciaire, de là la criminalisation de l'islamophobie : il s'agit de courtiser l'étranger pour s'en faire un allié. De là aussi la rigueur judiciaire envers les autochtones, de là la christianophobie à peine voilée, de là la culpabilisation de l'autochtone à travers la falsification de son histoire, de là la réduction de la culture européenne au racisme : il s'agit bien d'avilir, et l'histoire nous apprend que l'avilissement précède toujours la destruction.

Si l'on accepte cette description objective d'une classe dominante qui domine, d'une classe étrangère dont l'expansion est organisée par la classe dominante et d'une classe autochtone dont le reflux est lui-aussi organisé par cette classe, alors il faut conclure que la classe dominante est en guerre contre la classe autochtone. Et il faut admettre que

dans cette guerre à mort, la classe dominante se sert de la classe allochtone contre les autochtones qu'elle trahit et sacrifie.

Le choix absurde de la classe dominante de se servir de la classe étrangère pour affaiblir le peuple autochtone découle de la réalité fictionnelle et de l'univers parallèle, hors du champ du réel, dont nous parlions plus haut : les bobos urbains croient vraiment, pour reprendre une expression de Bernard Lugan, que l'Africain est un Européen pauvre à la peau noire ; ils croient vraiment qu'une femme est un homme sans pénis ni testicules ; ils croient vraiment que l'islam est une religion de paix et d'amour ; ils croient vraiment que les sexes sont fluides ; ils croient vraiment au droit de choisir son genre ; ils croient vraiment que le mâle blanc est un « oppresseur raciste, sexiste et homophobe » qui empêche le « vivre ensemble » ; ils croient vraiment que l'islam et les mentalités africaines sont compatibles avec les valeurs LGBTQ+ ; ils croient vraiment que tout ce passera bien et que les allochtones incorporés dans leur police ou leur armée seront des harkis aussi fidèles que le sont leurs femmes de ménage africaines !

Bien sûr, ils commettent une lourde erreur. Leur univers parallèle est aussi entropique qu'il est contrenature et par avance condamné. La négation du réel ne peut durer qu'un temps. La classe dominante s'en apercevra bientôt et, sauf pour ceux qui sont au sommet de la pyramide, il sera alors trop tard pour sauver sa peau.

Quelle forme prendra le retour au réel ? Tôt ou tard les rapports de force s'inverseront.

La classe populaire autochtone paraît incapable de se rassembler et de s'organiser. pour le moment, elle ne compte pas. Si elle ne réagit pas rapidement, elle est sans doute condamnée.

Par contre, la montée en puissance de la classe allochtone paraît inexorable.

Quand le réel resurgira, les événements commenceront. Il est probable que les allochtones investiront d'abord les métropoles où se concentrent les richesses et les principaux organes du pouvoir.

Les anciens maîtres de la classe dominante auront alors tout loisir de réciter à leurs anciens esclaves les maximes de Greta Thunberg ou de leur expliquer que la sexuation des êtres humains est une pure construction sociale.

La violence, les viols et les égorgements feront instantanément voler en éclats toutes ces sottises. Ce retour au réel sentira le sang, la pisse et les larmes.

Pour ma part, pour ces gens, je ne lèverai pas le petit doigt. Ce monde sera leur monde, leur chose. Qu'ils profitent à leur tour, mais dans la vraie vie cette fois, du vivre ensemble qu'ils nous ont imposé.

Comme le disent les publicités stupides dont ils nous abreuvent : « Enjoy ! ».

Antonin Campana

<http://www.autochtonisme.com/2019/08/guerre-civile-en-france-une-analyse-des-forces-en-presence.html>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/03/31/non-kalergi-na-jamais-voulu-une-race-future-negroido-eurasienne-deuxieme-partie/>

Note de Christine Tasin

L'analyse d'Antonin Campana rejoint celle de Richard Couve Kalergi qui, il y a près d'un siècle, dénonçait déjà l'opposition entre les habitants des villes et des campagnes

et annonçait l'horreur que nous vivons. Au contraire de ce que des complotistes antisémites affirment sur leurs sites, Kalergi dénonçait et non souhaitait le métissage que nous vivons.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/03/31/il-n-y-a-pas-et-il-ny-a-jamais-eu-de-plan-kalergi-premiere-partie/>

.
Je serai néanmoins en désaccord avec Antonin Campara quand il met les avancées sociétales que sont mariage homo, PMA, GPA etc dans le camp des dégénérés des villes. Il s'agit du progrès, même si certains ont du mal à l'avaler, et non d'une dégénérescence. J'ai longuement hésité à publier ce texte, parce que ce genre d'affirmations relance des débats vains, des disputes stériles entre les pour et les anti et nous font oublier notre vrai combat contre l'islam, et contre les gauchos qui, effectivement, en habitants snobs des villes, méprisent les Sans-dents...

Pour éviter que cela ne dégénère et que les modérateurs soient débordés par des trolls homophobes, nous n'hésiterons pas à fermer les commentaires si besoin.